

La gauche et l'euro : liquider, reconstruire

Frédéric Lordon

<http://blog.mondediplo.net...>, 18 juillet 2015

1. L'euro interdit radicalement toute politique progressiste possible.
2. S'il en était encore besoin, le traitement criminel infligé à la Grèce en six mois de brutalisation (rebaptisée « négociation ») prouve que l'entreprise de « transformer l'euro », ou l'hypothèse d'un « autre euro possible », sont des chimères qui, par désillusions successives, ne mènent qu'à l'impasse et à la désespérance politiques.
3. Abandonner aux extrêmes droites (qui au demeurant n'en feront rien [1]...) toute perspective politique d'en finir avec l'euro et ses institutions est une faute politique qui condamne les gauches européennes à l'impuissance indéfinie.
4. Sauf à continuer de soupirer après ce qui n'arrivera pas — un « autre euro » et l'« Europe sociale » qui va avec — le réarmement des gauches européennes passe donc impérativement par l'imagination de l'après-euro.

L'avenir de la gauche se joue entre ces quatre propositions.

Les refus « internationalistes » de penser

A ceux qui, sincèrement de gauche, se sont refusés si longtemps à voir l'impasse de l'euro, pour entretenir l'illusion d'un improbable « rapport de force » qui permettrait d'en changer la configuration, à ceux à qui il aura fallu le calvaire grec pour (commencer à) mesurer la radicalité idéologique des institutions européennes, il faut dire qu'après que cette erreur aura assommé les Grecs de Syriza, elle assomera les Espagnols de Podemos, et puis que nous y passerons tous.

Depuis tant d'années, certains secteurs de la gauche, par un mélange d'internationalisme postural et de reddition sans combattre face aux menées récupératrices du Front national, ont refusé de voir ce qui était pourtant sous leurs yeux : un despotisme économique irréductible. Despotisme, puisqu'on ne peut nommer autrement une entreprise aussi résolue de négation de la souveraineté démocratique, et ceci, d'ailleurs, indépendamment de toute considération d'échelle territoriale : soustraire la politique économique à la délibération parlementaire ordinaire pour en inscrire les orientations fondamentales dans un texte constitutionnel, en l'occurrence celui des traités, est un acte d'une telle portée qu'on s'est toujours demandé comment il pouvait se trouver des personnes pour qualifier l'Europe de « démocratique » sans aussitôt sombrer dans le ridicule. Irréductible, car c'est un despotisme sous influence, l'influence d'un pays qui joue ce qu'il se représente comme ses intérêts vitaux dans un agencement institutionnel entièrement fait à sa mesure : l'Allemagne.

On ne compte plus les intellectuels qui, sous l'emprise de leurs terreurs nocturnes, ont fini par renoncer à penser quoi que ce soit qui aille au cœur de la situation européenne, et se retrouvent au comble du dénuement face à l'extrême, mais trop prévisible, violence faite à la Grèce. Il fallait vraiment avoir perdu toute colonne vertébrale pour s'interdire de penser à ce point, de peur d'avoir l'air de penser comme le Front national, et (surtout) sans être capable de penser ce qu'il y avait à penser autrement que le Front national : penser la souveraineté en général, penser les conditions de possibilité de son redéploiement international, penser l'idiosyncrasie allemande et ses inévitables effets dans toute construction monétaire européenne.

On se demande encore en quelles interdictions ces gens-là ont pu s'enfermer pour en arriver à oublier que la souveraineté, dans son concept, c'est-à-dire comme « décider en commun »,

n'est pas autre chose que la démocratie même, qu'il y faut un peu plus que quelques bons sentiments universalistes pour constituer un peuple de peuples [2], ou que questionner le rapport de la société allemande à la chose monétaire n'est pas plus germanophile que questionner le rapport de la société américaine aux armes à feu n'est américanophile. Et plus généralement pour en arriver à un degré de cécité volontaire tel qu'il aura rendu impossible toute analyse des données réelles des compatibilités — ou des incompatibilités — qui déterminent la viabilité d'une construction monétaire et politique commune.

Il aura fallu en particulier atteindre ce niveau de brutalisation d'un pays par un autre, sans précédent en temps de paix, pour qu'enfin la question de l'Allemagne commence à échapper aux censures qui ont jusqu'ici prononcé leurs interdictions enveloppées de vertu. On reconnaît l'indigence d'une pensée à son incapacité à traiter aucun problème autrement que dans des coordonnées morales. Mais la manie de passer toute question au filtre d'une interrogation préalable de vertu est le plus sûr moyen de passer à côté de ce qu'il y a à comprendre, de toute saisie positive du réel, indépendamment de tout jugement, qui viendra à son heure. On peut, par exemple, s'interroger sur les mécanismes sociaux et les héritages historiques qui soutiennent la passion américaine pour les armes sans avoir fait connaître son opinion sur la question, ni lui soumettre entièrement l'analyse. Faute d'avoir envisagé de penser le rapport tout à fait singulier de l'Allemagne à la monnaie autrement que sous le crible débile de la germanophobie ou de la germanophilie, le refus de penser se retrouve logiquement percuté par la violence d'un fait, et reconduit à son incapacité de comprendre.

Encore un pilote enfermé dans le cockpit

Au moins les dénégations du pharisaïsme sont-elles maintenant devenues intenable, quitte d'ailleurs à se donner des formulations néo-éclairées d'une naïveté touchante : l'Allemagne est « *le nouveau problème de l'Europe* », écrit ainsi François Bonnet [3]. *Le nouveau problème...* C'est juste le problème constitutionnel de la monnaie unique, et il est consigné depuis 1991 dans le texte des traités. Un pays, l'Allemagne, a imposé ses obsessions monétaires à tous les autres. Tous les pays vivent avec les obsessions de leur roman national, c'est bien leur droit, en tout cas à court et même moyen terme il n'y a rien à y faire. C'est qu'un pays exige d'autres qu'ils vivent sous ses propres manies, quand ces manies-là ne sont pas les leurs, qui est le commencement des problèmes. Contrairement à ceux qui ne peuvent pas penser l'hégémonie allemande sans des images de Panzer ou de casque à pointe, il faut redire que l'Allemagne dans cette affaire n'a jamais poursuivi de projet positif de domination, et que ses comportements n'ont jamais été gouvernés que par la peur panique de souffrir, dans le partage communautaire, l'altération de principes qui lui sont plus chers que tout [4]. Or il ne faut pas s'y tromper : une angoisse collective, surtout quand elle est de cette intensité, ne détermine pas moins à la violence que les menées conquérantes de l'hégémonie positive. Peut-être même au contraire. C'est qu'il y a dans les projets hégémoniques un reliquat de rationalité auquel les paniques monétaires allemandes sont devenues totalement étrangères.

Lire Wolfgang Streeck, « *Allemagne, une hégémonie fortuite* », *Le Monde diplomatique*, mai 2015. En témoigne la brutalité aveugle avec laquelle l'Allemagne a décidé de châtier la Grèce, mais plus encore son inaccessibilité à toute argumentation rationnelle. Quand la presse française, collée au cul de Sapin et de Moscovici, se contente pour tout récit des négociations de leur version, avec le consciencieux d'un bureau de propagande d'Etat et le label de la « presse

libre » [5]), faisant à peu de choses près passer les négociateurs grecs pour des clodos égarés, des paysans du Danube ignorants des usages et des codes — pensez donc, ils n'ont même pas de cravate —, bref incapables de se tenir dans la bonne société européenne, et avec lesquels il est tout simplement impossible de discuter, Varoufakis [6] et Tsakalotos [7] ont, eux, découvert, stupéfaits, un club de l'eurozone semblable à un hôpital de jour, une réunion de grands autistes à qui il est impossible de faire entendre la moindre argumentation économique, et dont la psychorigidité terminale ne connaît plus que la conformité aux règles, fussent-elles de la dernière absurdité, et le continent entier dût-il en périr.

Que désormais la majorité des économistes, ceux du FMI en tête, et Prix Nobel compris, n'hésitent plus à hurler au fou en découvrant les dernières trouvailles de l'Eurogroupe — rajouter une dose massive de ce qui a déjà méthodiquement détruit l'économie grecque —, n'est plus d'aucun effet. On peut déjà dire, à la louche, mais sans grand risque de se tromper de beaucoup, qu'en étant certain de précipiter la Grèce dans une récession carabinée pour 2015, le « plan » supposément fait pour réduire le ratio de dette lui fera passer les 200 % de PIB, ainsi que le taux de chômage les 30 %, à horizon d'un an ou deux. Mais peu importe, l'essentiel est de les passer dans les règles. À ce moment, vient immanquablement à l'esprit l'image du cinglé enfermé dans le cockpit de l'Airbus, toutes manettes bloquées en mode descente (l'avion était un modèle européen, et le pilote allemand, on ne le fait pas exprès, c'est comme ça) ; le monde entier tambourine au-dehors (« ouvre cette putain de porte ! ») — mais comme on sait la conséquence annoncée n'était pas de nature à entamer la détermination de l'intéressé.

Comme toute métaphore, celle-ci a sa limite : l'Allemagne n'a pas le projet de pulvériser l'union monétaire. Elle est juste obsédée par l'idée de continuer à y maintenir les principes qui lui ont réussi quand elle était seule, dont elle a fait une identité nationale de substitution, et dont rien au monde ne pourra la détacher — et certainement pas le renvoi d'un peuple entier, ou de plusieurs, au dernier degré de la misère. Qu'une frange de gauche radicale en Allemagne se déclare scandalisée et se lève contre son propre gouvernement, d'ailleurs en une démonstration de ce qu'est vraiment l'internationalisme — ne pas endosser aveuglément les faits et gestes de son pays parce que c'est son pays —, demeure un fait minoritaire et n'ôte rien à la massivité du consensus *social* — et non politique —, transpartisan, dont la croyance monétaire allemande se soutient : pour autant qu'on puisse lui accorder quelque confiance, un sondage publié par *Stern* indique que la position d'Angela Merkel à l'Eurogroupe du 12 juillet est approuvée par 77 % des Verts, et 53 % des sympathisants de Die Linke — 53 % de Die Linke...

François Hollande, le « grand frère de Tsipras » ?

Mais le vrai mystère européen n'est pas en Allemagne — à laquelle, finalement, on ne saurait reprocher de vouloir vivre la monnaie selon l'idée qu'elle s'en fait, et d'après les traumas de son histoire. Il est dans d'autres pays, la France tout particulièrement, qui se sont appropriés la manie allemande hors de tout contexte propre, alors que rien dans leur histoire ne les vouait à épouser une telle particularité — alors que tout les vouait plutôt à ne pas l'épouser —, et sur un mode proprement idéologique, jusqu'à finir par y voir une forme désirable de rationalité économique — évidemment une « rationalité » assez spéciale, puisqu'elle est étrangère à toute discussion rationnelle —, un peu à la manière d'athées qui, non contents de s'être convertis au dogme de l'Immaculée conception, entreprendraient de s'y tenir par ce qu'ils croiraient être une décision de la raison. A ce stade, et l'on y

verra un indice du degré de dinguerie de la chose, on ne peut même plus dire qu'il s'agit simplement de la « rationalité » du capital : le capital n'est pas fou au point de désirer la strangulation définitive, à laquelle lui-même ne peut pas survivre — et les forces capitalistes américaines, par exemple, assistent, interloquées, à l'autodestruction européenne. Mais ces considérations n'entrent pas dans la haute pensée des élites françaises, qui cultivent l'aveuglement des convertis de fraîche date à titre transpartisan, comme l'Allemagne la croyance de première main.

On reconnaît en effet le fin fond de la bêtise à ce que, non contente de se donner libre cours, elle se vante de ses propres accomplissements. François Hollande, précocement parti dans la chasse aux gogos, est désormais occupé à faire croire qu'il est de gauche, ou plutôt à faire oublier à quel point il est de droite. Aussi, avec un art du pointillisme qui fait plutôt penser à la peinture au rouleau, le voilà qui pense se refaire la cerise « à gauche » en « venant au secours de Tsipras ». Il n'en faut pas plus pour que l'éditorialisme de service, spécialement celui qui s'est donné pour vocation de ne jamais rien faire qui puisse contrarier la droite complexée en situation électorale, fait bruyamment chorus : « *Hollande est devenu une sorte de grand frère européen de Tsipras* », s'extasie *Libération* [8]...

S'il y avait la moindre lueur de vitalité dans le regard de Hollande, on pourrait à la rigueur le songer en Caïn comme grand frère tabasseur. Mais même pas : il n'y a rien d'autre à y voir que la combinaison de l'abrutissement idéologique le plus compact et de l'opportunisme électoral le plus crasse — non sans se souvenir qu'il n'y a de manœuvres opportunistes réussies que s'il y a des relais d'opinion suffisamment veules pour les proclamer réussies. Dans le cas présent cependant, les chefferies rédactionnelles n'ont pas fini de mouiller la chemise : c'est qu'il va falloir de l'imagination à la hauteur du lyrisme pour faire avaler comme épopée de gauche d'avoir si bien « aidé » Tsipras à se raccrocher à la corde du pendu. Quand se feront connaître les splendides résultats de l'équarrissage économique auquel Hollande, en grand frère, aura conduit Tsipras par la main, il nous sera donné une nouvelle occasion, plus fiable peut-être, d'évaluer la teneur réelle de « gauche » de cette forme toute particulière de la sollicitude social-démocrate.

Syriza (Tsipras), Podemos (Iglesias) : prendre ses pertes dès maintenant

Et ailleurs en Europe, du côté de la vraie gauche ? Les traders emportés dans une glissade de marché connaissent bien l'obstacle principal à la décision rationnelle, il est psychologique : la répugnance à « prendre ses pertes » (dans le langage de la finance, « prendre ses pertes » signifie accepter que ses actifs ne retrouveront pas leur valeur perdue, et consentir à les vendre à perte, sachant que toute attente supplémentaire les verra se déprécier davantage encore), et l'entêtement à vouloir se refaire. Après Syriza, ou disons plus justement après le Syriza de Tsipras, et avant Podemos, les gauches européennes en sont là.

Le souvenir est encore frais de l'« accueil » qu'avait reçu en janvier, en pleine montée électorale de Syriza, c'est-à-dire à un moment où l'emballement des espoirs ne veut plus connaître aucune contrariété, l'anticipation d'une rude alternative — la « table » [9] — dont on suggérait d'ailleurs que le terme le moins avantageux — « passer dessous » — était aussi le plus probable. De ce point de vue, on aimerait assez connaître l'avis que portent rétrospectivement certains sur leurs propres puissantes analyses, on pense en particulier à Michel Husson qui à l'époque n'avait pas manqué de critiquer « *le syllogisme de la défaite* », « *l'absence totale de sens stratégique* », « *l'ânerie stratégique majeure de la sortie*

de l'euro », avec des arguments qui, en effet, nous font voir aujourd'hui que la stratégie est bien son affaire. En réalité, il faut voir tout son texte [10] comme un symptôme car, là où sur les autres sujets de ses interventions, le travail de Michel Husson est indispensable et d'une grande qualité, les questions de l'euro et de la souveraineté ont l'effet de lui mettre, mais comme à tant d'autres, l'entendement en erreur système, avec tout le compteur intellectuel qui disjoncte : l'analyse de l'idiosyncrasie allemande n'est qu'« *essentialisation* », la sortie de l'euro du « *nationalisme* », et tous les pont-aux-ânes de l'internationalisme-réflexe y passent les uns après les autres [11].

Podemos, le prochain prisonnier de la « croyance de l'euro »

On laissera à d'autres le soin de se prononcer sur les convolutions de l'esprit d'Alexis Tsipras, dont les divers mouvements, spécialement celui du référendum, ont parfois pu donner à espérer [12] que, réticent à la sortie de l'euro, il pouvait cependant être capable de briser ses propres limites, après avoir achevé de parcourir, comme par acquit de conscience, toutes les (im)possibilités de la « négociation ». Mais non.

On reconnaît la servitude volontaire, ou comme dirait Bourdieu la violence symbolique, à ceci que les dominés épousent fondamentalement la croyance des dominants, même si c'est la croyance constitutive d'un ordre qui les voue à la domination, parfois à l'écrasement.

Tsipras aura donc été incapable de s'extraire de la « croyance de l'euro », à laquelle, l'expérience maintenant le prouve irréfutablement, il aura été disposé à tout sacrifier : la souveraineté de son pays, l'état de son économie, et peut-être bien, à titre plus personnel, sa grandeur politique. Car la chose est désormais écrite, quelle que soit la suite des événements : il y a des places dans l'histoire politique auxquelles on ne peut plus prétendre après avoir à ce point renié les engagements qui ont porté tout un peuple — c'est qu'on voit mal derrière quelles indulgences on pourrait accommoder d'avoir consenti à un memorandum plus catastrophique que le précédent quand on a fait serment de rompre avec les memoranda, et pire encore de ne plus hésiter à aller chercher loin à droite des majorités de rechange pour le faire voter. Il est donc avéré que Tsipras était mentalement prisonnier de l'euro, et l'on sait désormais où conduit ce type d'enfermement volontaire. Disons les choses tout de suite, quitte à ce que ce soit avec rudesse : le Podemos d'Iglesias le rejoindra dans la même cellule.

Lire Pablo Iglesias, « *Podemos, "notre stratégie"* », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015. Il y aurait beaucoup à dire sur Podemos, sur ses prémisses — justes — d'une perte d'efficacité du langage « classique », on pourrait même dire d'une certaine phraséologie de gauche, mais aussi sur les conclusions qu'il en tire, et qui le conduisent malheureusement, non pas à chercher les voies d'une nouvelle adresse, mais, le bébé filant avec l'eau du bain, à l'évacuation même de la catégorie de gauche, pour ne rien dire de celle de classe, si bien que ce qui devait n'être que (souhaitable) rectification de forme aboutit à une inquiétante déperdition de substance : ne plus vouloir parler, fût-ce dans des termes renouvelés, du capital parce que ça fait *old school*, pour livrer une vision du monde à base de « la caste contre le peuple », aller jusqu'à revendiquer la péremption de la catégorie de gauche, sont des partis pris fondamentaux, en l'occurrence tout à fait explicites, qu'il y a lieu de regarder avec quelques appréhensions, pour ne pas dire une légitime suspicion — dont se fait déjà l'écho, par exemple, la *New Left Review* quand elle interroge Iglesias [13].

On ne s'étendra pas non plus (il le faudrait pourtant) sur la

mutation radicale de Podemos en parti pour le coup lui des plus classiques, et de son personnage principal en un leader charismatique qui, classique, ne l'est pas moins, au prix d'une trahison manifeste de l'esprit du mouvement des places, dont Podemos est pourtant issu — et qu'on n'aille pas faire porter à la présente analyse l'excès polémique typiquement gauchiste de la « trahison » : c'est Jorge Lago, membre de la direction de Podemos, qui assume lui-même le terme avec une déconcertante tranquillité d'âme [14].

Très logiquement, le réarmement de Podemos en machine électorale entièrement tendue vers la conquête du pouvoir est voué à l'abandon en cours de route de quelques principes et de quelques espérances... On en est presque à se demander s'il faudra mettre au compte de ses prévisibles « délestages » une déception (de plus) sur l'euro et l'Europe, déception qui en réalité n'a presque pas lieu d'être. Car au moins les choses sont claires dès le départ, elles feront même la différence, si c'est possible, entre Syriza et Podemos : là où Tsipras doit indiscutablement être crédité de s'être battu, Iglesias n'essaiera même pas. Il ne s'agit pas là d'anticipation mais de simple lecture : « *Nous n'aimons pas la façon dont l'euro s'est construit, ni comment ont été mis en place les accords de Maastricht, mais nous pensons que l'euro est actuellement incontournable. Il faut certes améliorer la façon dont est gérée la monnaie unique, et nous pensons qu'il devrait y avoir à ce sujet un contrôle démocratique, mais nous ne sommes pas partisans de la sortie de l'euro pour notre pays. (...) Même si nous n'aimons pas la façon dont fonctionne la BCE, nous assumons d'être dans la zone euro* » [15]. Comme toujours dans un propos politique, il y a le creux et il y a le plein. Le creux : nous n'aimons pas les choses comme elles sont, et d'ailleurs nous disons qu'il faut les changer ! Le plein : nous assumons d'être dans l'euro et nous pensons qu'il est incontournable. C'est-à-dire que ce qui précède n'est pas sérieux, car la réalité est que nous ne changerons rien. On ne devrait donc pas être davantage étonné qu'Iglesias « *n'aime pas l'accord (de l'Eurogroupe), mais que c'était soit l'accord, soit la sortie de l'euro* » [16].

On peut sans doute compter encore sur quelques bonnes volontés alter-européistes pour reprendre à leur compte l'argument répété en boucle par Podemos — qui en réalité n'en a pas d'autre : à 2 % de PIB européen, la Grèce n'avait pas sa chance, à 14 % l'Espagne a la masse pour tout faire basculer. Mais, supposé qu'on puisse lui prêter vraiment le projet de faire basculer quoi que ce soit, Iglesias ne fera rien basculer du tout. Ou plutôt il ferait basculer tout autre chose que ce qu'il croit. C'est bien en ce point d'ailleurs que se tient l'erreur presque « logique » des croyants de « l'autre euro possible ». Car s'il s'avérait que se crée effectivement un mouvement consistant de plusieurs pays rendant plausible une révision significative des principes de l'euro... c'est l'Allemagne, sans doute accompagnée de quelques satellites, qui prendrait le large. Si bien qu'au moment même où il serait sur le point d'être changé... l'euro serait détruit ! Il n'y aura pas d'« autre euro » dans son périmètre actuel — avec l'Allemagne —, car tout autre euro possible sera inadmissible pour elle, et se fera sans elle.

Ce n'est pas nous qui devons compter sur Podemos, c'est Podemos qui doit compter sur nous !

Aucun risque : Podemos ne veut rien de tout ça. On verra bien comment il s'arrange de ses propres contradictions : en finir avec l'austérité sans changer l'euro de l'austérité est une performance logique dont on peine toujours autant à discerner les voies, une de celles auxquelles les gauches européennes s'abonnent avec une désarmante compulsion de répétition. En tout cas, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. Comment tout ça se terminera, la chose n'est que trop

claire, elle est comme déjà écrite. Il ne faudra pas venir pleurer une fois de plus sur les normalisations douloureuses et les espérances (encore) déçues.

Voilà donc le drame actuel des gauches européennes. Du fin fond de la déveine où elles se trouvent, Syriza et Podemos leur ont été de puissantes raisons d'espérer, l'aliment d'un désir de croire à un possible renouveau au travers du continent — et comment ne pas le comprendre, avouons-le : comment ne pas avoir soi-même éprouvé la tentation de se laisser gagner par ce sentiment. Les stratégies politiques « de l'espoir », cependant, font fausse route quand elles prennent le parti de tout accorder à leurs affects et plus rien à la raison analytique si elle risque de venir les contredire. Malheureusement, et si douloureuse la chose soit-elle parfois, on gagne rarement à ne pas regarder les situations en face. Une vraie stratégie politique, reconnaissable à ce qu'elle fait aussi bien la part de la lucidité que celle de l'espoir, devrait tenir et l'indiscutable énergie politique que, pour toutes leurs failles, ces mouvements ont fait naître, et la claire conscience des impasses où ils s'engagent, et ce faisant nous engageant, lorsqu'ils refusent à ce point de poser la question de l'euro — dont il ne faut pas se lasser de répéter qu'elle est le verrou radical de notre temps.

S'il doit être autre chose qu'un nouveau motif de dépression, le naufrage de Tsipras doit être intellectuellement rentabilisé, et nous aider, pour enfin faire mouvement, à passer une bonne fois la paille de fer. C'est-à-dire, en l'occurrence, à d'ores et déjà « passer dans les comptes » les pertes Podemos telles qu'on peut raisonnablement les anticiper. Sauf si... Sauf si, au lieu de compter sur la défectuosité Podemos pour réanimer (défectueusement) les gauches européennes, on compte plutôt sur les gauches européennes pour réorienter Podemos — et pourquoi pas Syriza s'il en reste quelque chose (ce qu'on espère le plus au monde, faut-il le dire). Cette réorientation, où la gauche en Europe engage son sort en la possibilité d'échapper enfin à l'inanité, se joue entièrement sur la ligne de la rupture avec l'euro et ses institutions, une fois intégré — il est vraiment temps... — qu'un autre euro n'est pas possible.

Lucidité pour tout le monde

Il est bien certain que la désynchronisation des conjonctures politiques voue le plus probablement cette rupture à prendre les formes du retour à des monnaies nationales — dont trois décennies de fordisme (comme d'ailleurs la situation présente des quelque 180 nations qui n'ont pas l'immense bonheur d'appartenir à l'eurozone) devraient normalement convaincre tout esprit ayant résisté à la croyance européiste qu'elles ne sont pas la guerre.

La lucidité valant pour tout le monde, il serait irresponsable de présenter la sortie de l'euro comme l'entrée immédiate dans la lumière. Quand il s'agit de la Grèce, on peut, on doit même, dire les choses plus carrément encore : la (les ?) première année de cette sortie serait très éprouvante. C'est qu'après cinq années d'austérité ayant méthodiquement détruit la base économique du pays, sans même parler des effets de dislocation produits par la criminelle asphyxie monétaire pilotée par la BCE ces dernières semaines, n'importe laquelle des options de politique économique disponibles est vouée à commencer par d'immenses difficultés — et certaines de ces options, celles de la Troïka, à y demeurer. Tragique ironie du diktat du 12 juillet : là où la sortie de l'euro se serait immanquablement vu opposer son « échec » au bout de cinq mois (ou même cinq semaines...) — les politiques néolibérales, elles, ont le droit de durer cinq ans, ou même trois décennies sans qu'on n'en tire jamais le bilan —, là où, donc, la sortie de l'euro aurait été aussitôt agonie, c'est la politique d'austérité continuée qui portera la

responsabilité du surplus de désastre que l'économie grecque va connaître immanquablement — et ça n'est que justice : c'est bien cette politique-là qui a fait un corps mort de l'économie d'un pays tout entier.

On répète *ad nauseam* que le peuple grec ne veut pas quitter l'euro et que, dans ces conditions, Tsipras a joué la seule carte qui était à sa disposition. Mais ceci est irrecevable. L'opinion grecque a déjà commencé à se déplacer sur cette question, et comme l'a fait justement remarquer Stathis Kouvelakis [17], le vrai sens du « non » au référendum du 5 juillet incluait évidemment l'acceptation d'une rupture avec l'eurozone : les partisans du « non » se sont entendu matraquer pendant une semaine que leur vote était synonyme de Grexit, et il est peu douteux que bon nombre d'entre eux aient persisté dans leur intention de vote en y incorporant pleinement cette possibilité, donc en l'assumant comme telle.

Il y a aussi, et surtout, que la politique est un corps-à-corps avec l'opinion. C'est entendre l'opinion et aussi lui parler. Parler à l'opinion, contre ses réticences premières, pour y faire « prendre » l'idée de la sortie de l'euro, de ses difficultés et bien sûr de ses perspectives, c'est ce que Tsipras, en cela cohérent avec lui-même — il n'y croyait pas et ne le voulait pas —, n'a (donc) jamais essayé de faire. Y compris lorsque la force propulsive du « non » lui en apportait la possibilité. Or il était bien des choses à dire pour entraîner l'opinion grecque là où elle commençait d'elle-même à se rendre. Les métaphores valent ce qu'elles valent et il faut se méfier de certaines qui sont parfois scabreuses, mais sans pousser trop loin l'analogie de la domination par les « tanks » et de la domination par les « banks » [18], il est une idée à laquelle l'opinion grecque, au point où elle en est arrivée, pourrait être sensible : de même qu'en cas d'occupation étrangère, les luttes de libération acceptent bien le supplément de destruction qui vient de se battre sur son sol, et qu'elles l'acceptent car il y va de la reconquête de la liberté, de même le surplus de difficulté qui accompagnerait immanquablement la sortie de l'euro est, dans l'impasse présente, le tribut de la reconstruction politique.

Lexit !

Or c'est peu dire qu'il y a à reconquérir et à reconstruire — par la gauche. La souveraineté, non comme talisman, mais comme condition de possibilité de toute politique progressiste — car répétons-le : la sortie de l'euro n'est jamais qu'une condition nécessaire, et certainement pas suffisante. On peut sortir de l'euro de bien des manières, et par bien des côtés — qui ne se valent pas du tout. Dans une sorte de syndrome d'autoréalisation inconsciente, la gauche européiste semble mettre tous ses efforts à ne laisser ouvert que le côté de la droite extrême, comme pour mieux se donner raison à elle-même et mieux pouvoir dire ensuite que la sortie de l'euro, « c'est le nationalisme ». Si c'est ça, ça n'est pas exactement un service qu'elle se rend, ni à tous ceux qui remettent leurs espoirs en elle. La vérité, c'est que depuis qu'elle a décidé de camper obstinément sur la ligne de l'« autre euro », elle ne rend plus service à grand monde. Comme les pouvoirs de l'analyse sont faibles — il n'y a pas de force intrinsèque des idées vraies, disait Bourdieu —, et que la lucidité du réalisme n'est pas le fort de cette gauche, il aura fallu en arriver aux extrémités du spectacle en vraie grandeur, celui d'une illusion fracassée, d'une impossibilité radicale désormais établie, du rôle spécifique qu'y joue un Etat-membre, enfin de tout un peuple sacrifié, il aura fallu en arriver à ces extrémités, donc, pour que quelques vacillements commencent à se faire connaître. Mais que de temps perdu...

Comme il n'est jamais très utile de pleurer sur le lait renversé, il vaut mieux oublier le temps perdu et songer plutôt à faire quelque chose du temps à venir. Même si elle ne le sait pas

encore, la construction européenne est morte. On ne peut pas survivre à une telle infamie. Le destin de l'Union européenne est maintenant celui des entreprises devenues haïssables : elle n'est plus qu'en attente de son renversement. Faudra-t-il patienter de nouveau jusqu'à la ruine complète pour que la gauche européiste s'interroge sérieusement sur l'obstination qui l'aura conduite à se lier à une erreur historique de ce format, même sous la clause « alter » dont il est maintenant établi qu'elle n'altérera plus rien ? Ça n'est pas une autre version du même qu'il s'agit de penser, c'est de « l'autre » tout court, et pour de bon. Voilà à quoi devrait servir le temps à venir des gauches européennes : à lever enfin l'hypothèque de l'euro, à penser de concert ce qu'elles s'aideront mutuellement à faire : les unes soutiendront telle autre à qui sa conjoncture permettra de se mettre en marche indépendamment, et celle-ci les aidera en retour à accélérer leurs propres évolutions — solidarités concrètes dans un mouvement d'ensemble nécessairement mal synchronisé, mais où les effets d'entraînement par émulation jouent réellement, à l'inverse des grandes coordinations fantasmatiques de l'internationalisme abstrait.

Voilà ce qu'est un internationalisme bien compris, c'est-à-dire qui ne soit pas totalement confit en postures ni oublieux du réel, un internationalisme qui pourrait même, si l'on veut, trouver son compte dans le retour aux monnaies nationales, comme base d'un nouveau départ vers la reconstruction d'une monnaie, non plus unique, mais commune [19], un internationalisme auquel il faudrait quand même expliquer que, sauf à avoir complètement succombé à l'économicisme, il pourrait lui venir à l'idée de trouver ses réalisations ailleurs que dans l'ordre de la monnaie, fût-elle européenne...

Plaidant depuis sa situation à lui, celle d'un citoyen du Royaume-Uni, où l'on est confronté plus carrément à la question de l'appartenance non à l'eurozone mais à l'Union européenne elle-même, Owen Jones, dans un article du *Guardian* [20], lance une idée qui pourrait bien avoir un certain avenir : l'idée du Lexit (*Left-Exit*). Ça n'est plus tel ou tel pays qu'il faut faire sortir de l'euro : c'est la gauche elle-même.

Notes

[1] Voir sur ce sujet « [Les tâches aveugles de l'“autre euro possible”](#) », 1er juin 2015.

[2] Voir à ce sujet « [Un peuple européen est-il possible ?](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2015.

[3] François Bonnet, « [L'Allemagne, le nouveau problème de l'Europe](#) », Mediapart, 12 juillet 2015.

[4] Lire « [De la domination allemande \(ce qu'elle est, et ce qu'elle n'est pas\)](#) », 18 juin 2013.

[5] À cet égard il faut considérer comme un sommet de ce journalisme *embedded* le récit fait par Jean Quatremer de l'accord du 21 février, « [Grèce vs. Eurozone : histoire secrète d'un bras de fer](#) », *Libération*, 10 mars 2015.

[6] Yanis Varoufakis, « [Our battle to save Greece](#) », *New Statesman*, 13 juillet 2015.

[7] Voir le témoignage de Stathis Kouvelakis, « [Greece, the struggle continues](#) », entretien avec Sebastian Budgen, *Jacobin*, 14 juillet 2015. Lire aussi son texte, « [Sortie de l'euro, une occasion historique](#) » dans *Le Monde diplomatique* de juillet 2015, en kiosques.

[8] Grégoire Biseau, « [François Hollande en coach politique](#) », *Libération*, 10 juillet 2015.

[9] « [L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser](#) », 19 janvier 2015.

[10] Michel Husson, « [Lordon, ou le syllogisme de la défaite](#) »,

Alencontre, 21 janvier 2015.

[11] Comme il n'est pas possible ici de se défaire exhaustivement toutes les contrevérités ou de toutes les caricatures qui peuvent être dites sur ce sujet, je me contente de renvoyer au texte « [Leçon de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire \(et en vue d'un internationalisme réel\)](#) », 6 avril 2015.

[12] Moi y compris. Lire « [L'euro, ou la haine de la démocratie](#) », 29 juin 2015.

[13] Pablo Iglesias, « [Spain on Edge](#) », entretien, *New Left Review*, n° 93, mai-juin 2015. De cet entretien, *Le Monde diplomatique* a tiré un texte, publié dans le numéro de juillet 2015, en kiosques, « [Podemos, “notre stratégie”](#) ».

[14] Jorge Lago, « [Après Syriza, jusqu'où ira Podemos ?](#) », « Contre-courant », Mediapart, 1er juillet 2015.

[15] *L'Obs*, [entretien avec Aude Lancelin](#), 17 juin 2015.

[16] Cité par Ludovic Lamant, « [En Espagne, Podemos s'adapte à l'onde de choc grecque](#) », Mediapart, 17 juillet 2015.

[17] Stathis Kouvelakis, [art.cit.](#)

[18] Une demi-plaisanterie qui fait fureur en Grèce en ce moment et qu'on a même vu Varoufakis reprendre à son compte : « [On the Eurosummit statement on Greece, first thought](#) », blog de Yanis Varoufakis, 14 juillet 2015.

[19] Voir *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui Libèrent, 2014, chapitre 7, ou bien « [Pour une monnaie commune sans l'Allemagne \(ou avec, mais pas à la francfortoise\)](#) », 25 mai 2013.

[20] Owen Jones, « [The Left must put Britain's EU withdrawal on the agenda](#) », *The Guardian*, 14 juillet 2015.

[Signaler un contenu illicite.](#)